

opinion est obligée tous les jours de se défendre ou d'attaquer, — et c'est toujours l'état d'une opinion dans un gouvernement représentatif, — elle doit considérer comme un hasard heureux, comme une occasion fortunée et qu'il ne faut pas laisser échapper, l'apparition d'une doctrine économique qui peut lui offrir de bons arguments et une bonne position pour le combat. Le reproche vrai ou faux le plus fréquemment adressé à la démocratie, c'est de ne pas avoir l'intelligence des intérêts économiques de la nation, et de manquer de cet esprit pratique qui, tout en donnant essor aux besoins moraux d'un peuple, lui laisse une sécurité complète à l'égard de sa prospérité matérielle. Eh ! bien, nous croyons que c'est une chance heureuse pour elle de rencontrer en dehors de la politique, qui oblige si souvent à sacrifier à la métaphore et à l'exagération des idées généreuses à propager, l'intérêt général à défendre, le droit commun à faire prévaloir sur le privilège, et mieux que tout cela, une vérité — *rara avis in terris* — dont il faut faire planer le vol au dessus de l'ignorance et de l'égoïsme.

Quoiqu'il en soit, le *Censeur* s'est beaucoup moins occupé du fonds de la question que de ce qui lui était accessoire. Il ne s'est pas encore expliqué formellement sur la ligue française, mais en revanche il a adressé quelques reproches au *Free-traders* anglais, et s'est attaché à mettre leurs actes en contradiction avec leurs paroles.

Voilà le raisonnement de l'auteur des articles remarquables sur la « Ligue anglaise, Cobden, les Libre-Echangistes. » Lorsque les *Free-traders* anglais avaient la majorité aux communes; lorsqu'il dépendait d'eux d'établir le régime du libre-échange d'une manière absolue, ils ont dissous leur association, satisfaits d'une demi-victoire. Ils pouvaient tout, et ils n'ont exigé que la moitié de ce qu'ils avaient demandé. Ils étaient donc de mauvaise foi lorsqu'ils faisaient l'éloge du libre-échange complet et sans condition de réciprocité. Nous pourrions répondre qu'il ne faut pas croire un parti tout-puissant parce qu'il a la majorité, attendu que cette majorité ne lui est souvent dévolue, qu'à cause de la modération qui lui empêche d'exiger tout ce qu'il pourrait obtenir. Ensuite nous ajouterions que Cobden et ses collègues fussent-ils de mauvaise foi, cela est indifférent au fond à la question du libre-échange. Mais si l'auteur avait été moins prévenu ou plus